

Sans-papiers ?

Pour lutter contre les idées reçues



Illustrations : F. Murr

Texte adopté lors de l'Université d'été du Mouvement Utopia
Buoux, 11-13 septembre 2009.

Préface de Danielle Mitterrand	6
Introduction	9
Historique	13
15 idées reçues sur les sans-papiers	
1. « On accueille toute la misère du monde »	17
2. « La France n'a pas les moyens d'accueillir les nouveaux étrangers »	20
3. « Il faut les renvoyer chez eux, cela nous coûterait moins cher »...	22
4. « Pour endiguer le flot des migrants, il suffit de renforcer les mesures »	24
5. « La migration, c'est un phénomène nouveau »	26
6. « La politique européenne concernant les migrants est humaniste »	28
7. « Ils sont beaucoup trop nombreux pour être régularisés »	32
8. « Ils vont tous devenir français et diluer l'identité nationale » ...	34
9. « Une régularisation de tous les sans-papiers constituerait un appel d'air »	35
10.« L'immigration clandestine prend le travail des nationaux »...	37
11. « Il serait plus juste de ne régulariser que ceux qui travaillent, ou alors sur critères spécifiques »	39
12. « On aide depuis toujours les pays pauvres »	40
13. « Les migrants sont plutôt bien traités par les autorités »	43
14. « De plus en plus de demandeurs d'asile obtiennent ce droit »...	45
15. « Mais on n'y est pour rien ! »	46

La position du Mouvement Utopia	48
La responsabilité des pays du Nord	49
Dix points clés pour instaurer un véritable co-développement	51
Le devoir de la gauche	55
Pour une nouvelle politique de migration : treize mesures fondamentales pour lesquelles la gauche doit se battre	57
Conclusion	59
Annexe : appels et pétitions	61
Bibliographie	72

Préface

Nous, Européens, dans nos grandes villes modernes et sophistiquées, nous oublions trop souvent que nous sommes aussi liés à une terre, autochtones en quelque sorte d'un territoire européen plein de diversité mais qui fait partie d'un grand ensemble qui est la terre, dont nous sommes tous les usagers. Cette Europe, qui peine aujourd'hui à s'affirmer et qui révèle plus de divisions que de convergences, avait été rêvée, pendant les deux grandes guerres mondiales, non pas comme une Europe des frontières mais comme une Europe des peuples.

L'identité des peuples et la richesse de sa diversité ne devrait pas se manifester par un papier juridique, mais véritablement par une origine, l'appartenance à un lieu, à une terre natale, à la nature d'un territoire. Dans une humanité bien comprise et solidaire, comment avons-nous pu fabriquer des frontières qui interdiraient aux uns et aux autres de fouler cette terre – , et pourquoi pas d'y installer sa famille, de la cultiver pour le bien vivre de soi et de ses proches ?

J'entends encore François lorsqu'il s'adressait aux Français sur la nécessité d'un vivre ensemble dans le respect des diversités :

« Personne, pas même les plus puissants, n'échappe à l'interdépendance des destins ; il est tentant de rechercher

dans le repli sur soi une échappatoire, comme si le seul moyen d'affirmer son identité, sa différence était de nier celle des autres, comme si ce besoin d'identité pouvait trouver une réponse dans la xénophobie ou le nationalisme. »

François Mitterrand, septembre 1990.

Nous savons que personne n'immigre par plaisir. Quelle est cette politique mondiale qui pousse les hommes à voyager, souvent en risquant leur propre vie, fuyant leurs propres pays, attirés par l'illusion de la richesse ? Quelle est cette politique qui les condamne à la misère, en les privant de leurs ressources, pour l'enrichissement d'une minorité ? Or, nous savons que ce sont ceux-là même qui continuent à les persécuter, en leur fermant la porte avec des arguments xénophobes inacceptables.

Les sans-papiers sont aujourd'hui exploités par le système économique qui les maintient dans la plus grande précarité et dans la peur en enrichissant les tenants du système. Il est dommage que l'administration obéisse, même consciente de l'infamie qu'elle laisse perdurer. Il est temps de revenir à la raison, à la solidarité qui doit permettre à chacun de vivre dignement selon ses aspirations, sa culture et sa différence.

Danielle Mitterrand

Présidente de la Fondation France Libertés.


« La mobilité constitue une composante élémentaire de la liberté. Elle peut être source de bénéfices importants pour les migrants et leurs familles, leurs communautés et leurs pays d'origine, mais aussi leurs lieux d'accueil. Elle est essentielle à l'élargissement des libertés et des opportunités des personnes en termes de travail, d'éducation, de droits politiques, de sécurité et de santé. »

**Rapport Mondial 2009 du PNUD
(Programme des Nations Unies pour le développement).**

Introduction


La question des sans-papiers, liée à celle de l'immigration, est certainement le sujet le plus représentatif de la politique indigne menée par la majorité au pouvoir. La France ne respecte pas ses engagements : Déclaration universelle des droits de l'homme, Convention européenne des droits de l'homme, Convention internationale des droits de l'Enfant, pour ne citer que les plus emblématiques. La liberté de circulation est une pratique ancestrale et un droit fondamental. Vouloir s'y opposer constitue une régression mais aussi une aberration. En revanche, accompagner l'installation des migrants devrait être un devoir de tous nos États.

La politique actuelle de l'immigration, en plus d'être à la fois violente et inhumaine, est en outre, comme le démontre ce livre, inefficace socialement et économiquement, même par rapport aux propres objectifs qu'elle s'est fixés. Le tableau politique en France n'a jamais été aussi noir, symbolisé par un Ministère qui fait un amalgame douteux entre identité nationale et immigration. Cette politique s'illustre par : des actions aux buts purement médiatiques ; des arrestations devant des écoles ; des délits de solidarité ; du fichage ; des appels à la délation ; des expulsions inadmissibles vers des pays en guerre ; enfin, par une politique du chiffre qui entraîne




des injustices graves, bafouant les principes républicains en généralisant l'arbitraire. Ces méthodes ne sont pas dues à l'improvisation ou au hasard : elles résultent d'une volonté politique d'exploitation des hommes. Cette politique s'appuie sur une logique économique construite pour maintenir dans la peur et la servilité une main d'œuvre « irrégulière » bon marché, indispensable notamment au maintien du taux de profit des secteurs qui ne peuvent être délocalisés.


Trente ans de « lepénisation des esprits » ont déversé leur fiel et ont contribué à la résignation passive d'une partie de la population à cette politique très idéologique et électoraliste. Le temps semble loin où un ancien ministre d'un gouvernement de droite pouvait écrire un livre intitulé « L'Immigration, une chance pour la France » (Bernard Stasi, 1984).



Pour ce pouvoir, peu importent l'éthique ou la morale, peu importe le droit international, peu importe l'impossibilité réelle d'atteindre les objectifs affichés, peu importent les coûts exorbitants de cette politique : l'important, pour lui, est le message à faire passer auprès d'une partie de l'électorat. Ce gouvernement instrumentalise les politiques d'immigration pour une politique de communication hélas efficace – ce que reconnaissent avec cynisme, et bien sûr en privé, certains de ses responsables. Ce n'est pas une droite républicaine, c'est l'électorat du Front national que la droite actuelle a choisi de flatter pour gagner les élections.




La mobilisation d'une partie de nos concitoyens à travers des réseaux ou associations (Cimade, Collectif UCIJ [Unis Contre une Immigration Jetable], *GISTI*, LDH, RESF...) joue




un rôle fondamental dans la résistance aux politiques de la honte et dans la mobilisation citoyenne. Grâce à ces réseaux et au dévouement exemplaire de ses membres, on enregistre régulièrement des victoires, en arrachant à l'administration des régularisations et en empêchant des expulsions.

La rhétorique est bien rodée. Proposez une politique ouverte de l'immigration ? On ne prendra surtout pas la peine de discuter sur le fond. Dans le meilleur des cas, on vous traitera avec condescendance de naïf, d'angélique, peu au fait de la réalité. On vous fera le coup de la « dilution de l'identité nationale », des « migrants voleurs d'emplois », « vivant aux dépens du contribuable », ou encore de « l'appel d'air » qu'entraînerait l'ouverture des frontières. Autant d'idées reçues, fruits de trente ans de martèlement idéologique.



Beaucoup des responsables politiques de gauche, craignant ce piège et cette caricature, ou par calcul électoraliste, se résignent à cette indignité. On a fait monter Nicolas Sarkozy qui, sur ce thème, reprend le programme du Front national. Finalement le sarkozisme, en préférant les valeurs « Travail, Famille, Patrie » à « Liberté, Egalité, Fraternité », se révèle un pétainisme.



Il est plus que temps, au-delà de la légitime indignation, d'amplifier le combat idéologique en dénonçant, avec rigueur et méthode, ces idées reçues. Sans prendre en compte l'aspect « humaniste » ou simplement moral de ces questions, ce livre démontre, en s'appuyant sur les travaux de chercheurs et d'intellectuels ainsi que sur les études des associations et sur le rapport 2009 du PNUD, que cette politique de l'immigration est contraire à l'intérêt de notre pays et à l'intérêt du monde.



Elle est inefficace et, de surcroît, très onéreuse pour les finances publiques.

Nous avons voulu, à travers la déconstruction de 15 idées reçues sur l'immigration, donner à toutes les personnes se réclamant des valeurs de la République, des clés pour ce combat d'une importance majeure pour aujourd'hui et pour demain.

Pour Utopia, entrer en résistance contre cette politique est un impératif de salubrité publique. Car, comme l'a dit très justement Gandhi : « Celui qui voit un problème et ne fait rien fait partie du problème ».

Le Mouvement Utopia.

